

France : du choc démographique au choc des civilisations (2/2) ?

Article rédigé par , le 22 août 2016

[Source : Nouvelles de France]

La première partie de l'article montrait que l'africanisation de la population française n'est pas sans problèmes sur le plan économique et de civilisation, et que ces derniers peuvent produire à terme une guerre civile.

1) L'élimination in situ des potentiels terroristes.

En mai 2016, le premier ministre indiquait qu'il y a 10 000 individus fichés S pour radicalisation islamistes dont 2000 particulièrement dangereux. A côté, les services secrets français évaluent à 635 le nombre de ressortissants français présents dans la zone irako-Syrienne, et 244 d'entre eux seraient déjà revenus sur notre territoire. Selon l'avocat spécialiste de l'anti-terrorisme Thibault de Montbrial, ces gens ne sont que l'écume d'extrémistes chiffrés à environ 200 000 personnes, elles-mêmes composant le fer de lance de la montée de l'islam radical.

Certains politiques souhaitent l'enfermement préventif de ces individus. Or selon moi, il est matériellement difficile (les prisons comptent déjà une surpopulation carcérale de 63 000 détenus, dans un pays financièrement exsangue où la dette publique frôle les 200 milliards d'euros et dont 57% de la richesse nationale est déjà déversée chaque année à un État qui aura du mal à créer indéfiniment des places supplémentaires).

De plus, cette séquestration préventive est-elle seulement efficace ? Au regard de l'affreux égorgement du père Jacques Hamel par Adel Kermich, l'un des deux auteurs de l'attaque de l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray, qui avait déjà bénéficié d'une incarcération convertie en surveillance électronique, on peut se poser la question. En effet, ayant tenté de rejoindre la Syrie, il avait été intercepté en Turquie. Renvoyé en France, il fut incarcéré à son retour en mai 2015. Il a passé 10 mois en prison avant d'être libéré, en mars 2016, sous bracelet électronique. L'homme est revenu chez ses parents à Saint-Étienne-du-Rouvray puis a bénéficié d'une permission journalière entre 8h30 et 12h30. C'est lors de cette permission qu'il a commis son crime.

D'autres politiques, à l'inverse, souhaitent l'expulsion des radicaux, puisque la majorité d'entre eux sont d'origine africaine. Or selon moi cette mesure fragiliserait notre sécurité extérieure déjà bien meurtrie. En effet renvoyer dans un Maghreb en voie d'implosion du fait du grignotage islamiste, des dizaines de milliers d'extrémistes supplémentaires pourrait participer à la déstabilisation de cette région du monde.

Souvenons-nous du précédent égyptien : le populiste Gamal Abdel Nasser fit une guerre farouche contre les Frères Musulmans dont la doctrine a pour but, à l'instar d'Al Qaïda et de Daesh, d'étendre le Califat mondial. Ayant subi de leur part une tentative d'assassinat le 26 octobre 1954, il expulsa de 1954 à 1960 du pays un grand nombre d'adeptes de la confrérie qui se réfugièrent en Jordanie, en Arabie Saoudite où ils enseignèrent, entre autres, à un jeune étudiant du nom d'Oussama Ben Laden, puis surtout en Algérie où ils furent tolérés dans l'enseignement écolier et supérieur par le pouvoir politique composé d'anciens du FLN qui ne s'occupaient que des affaires régaliennes, délaissant dédaigneusement l'éducation et les affaires sociales aux religieux.

Ce mépris politique favorisa à terme un endoctrinement par le fanatisme islamique des masses qui votèrent 30 ans plus tard à 55% pour le Front islamique du Salut, dont le corpus idéologique est proche de celui des Frères Musulmans, au détriment du FLN, le parti laïc et socialiste du pouvoir qui n'obtint que 28% des voix. Le pouvoir se sentant menacé par le péril islamiste stoppa le processus électoral, ce qui provoqua une effroyable guerre civile de 10 ans. Paris ne voulant sous aucun prétexte la victoire des islamistes soutint financièrement et matériellement le gouvernement des généraux pendant cette guerre atroce, en réponse de quoi les islamistes organisèrent les attentats de l'aéroport de Marignane en 1994 et de la station RER de Saint Michel en 1995.

En 1965, les autorités égyptiennes découvrirent la préparation par les Frères Musulmans de trois attentats contre Nasser. Fou de rage, ce dernier ordonna non plus de les expulser mais de les éliminer, en en pendant

des dizaines aux réverbères du Caire. Ces exécutions réduisirent à néant la Confrérie qui finalement retrouvera peu à peu ses forces sous la protection d'Anouar-el-Sadate et de Moubarak avant de connaître son apogée avec l'élection de l'un des siens, Mohammed Morsi. Ce dernier fut, fort heureusement, mis à l'écart par le général Abdel Fattah El Sissi qui, depuis sa prise du pouvoir, combat vigoureusement la confrérie en tuant ses principaux organisateurs.

Actuellement, la France pratique déjà des dizaines d'assassinats ciblés d'islamistes de par le monde. La guerre franco-otomanne de 2011 contre la Libye eut pour effet d'enfoncer ce pays dans une guerre civile entre tribus sur lesquelles se greffe un islamisme qui se veut le seul coagulateur face au chaos. L'ethnie Touareg installée dans le sud de ce nouveau borborygme à l'irakienne mais débordant largement dans tout l'arc saharo-sahélien décida de reconquérir son espace régional morcelé par les frontières instaurées par le colonisateur européen. À ses côtés, divers groupes islamistes réfugiés dans le no man's land libyen souhaitèrent aussi s'étendre dans cet arc par le contrôle des routes et des oasis qui partent de Libye.

Pour éviter une déflagration totale de l'arc saharo-sahélien par les Touaregs et les islamistes menaçant d'emporter le Tchad, le Niger et le Mali, la France décida d'intervenir au travers de l'opération Serval (2013-2014) afin de bloquer l'avancée islamo-touareg sur Bamako puis par l'opération Barkane, à partir de 2014, s'étendant dans l'arc – soit sur un territoire équivalent à celui de l'Union européenne – et qui a pour but le contrôle des principales routes du Sahara afin d'empêcher que prospèrent les organisations islamistes. À côté de cette maîtrise militaire des axes principaux, a été créée une Escouade spéciale de neutralisation et d'observation (ESNO) composée de forces spéciales qui, avec l'aide de notre Direction du renseignement militaire (DRM) et de notre DGSE, a pour but de couper les têtes des organisations terroristes de la région en les repérant et les assassinant. Selon le journaliste Vincent Nouzille, auteur de l'essai *Les Tueurs de la République*, le nombre d'éliminations n'a jamais été aussi élevé depuis notre guerre d'Algérie (1954-1962) ! Grâce à ces actions, les structures comme AQMI, Ansar Dine, Daesh (qui n'arrive pas à s'implanter et s'étendre en Libye) ou le Mujao sont entravées. Sans l'engagement de la France, un Émirat islamiste bien plus grand que l'État islamique au Moyen-Orient, aurait pu voir le jour au Sahel.

Ces actions devraient aussi être menées sur notre territoire national. Benoît Puga, le chef d'état-major particulier de notre Président de la république, lui avait demandé d'installer à la marge de l'opération Sentinelle une escouade semblable au « ESNO » ayant pour but de neutraliser préventivement les potentiels terroristes. Mais François Hollande refusa, sans doute par peur de la levée de boucliers des médias, des opposants politiques, et des juges qui, par leur contre-pouvoirs, immobilisent l'Élysée.

Pourtant les assassinats ciblés sur le territoire national se pratiquent en Israël : le Shin Bet, nommé aussi Shavak, est le service de renseignement intérieur israélien ayant compétence sur le territoire national et sur les territoires palestiniens (bande de Gaza et Cisjordanie). Le service a son propre détachement militaire, le Henza, en charge, entre autres, des éliminations préventives. Selon Avraham Shalom, directeur du service de 1981 à 1986, l'effort de ce dernier a participé significativement à la baisse des attaques terroristes, créant un sentiment de paranoïa chez les potentiels jeunes martyrs mais aussi chez les idéologues barbus s'interdisant leurs discours de haine.

2) La nécessaire rémigration

Cependant, si la férocité des services secrets peut contenir la menace terroriste, elle ne peut suffire à l'extirper car, en France, l'islam radical n'est que la surinfection d'une plaie ethno-religieuse qui s'aggrave parallèlement à l'accroissement démographique des minorités empêchant leur assimilation à la communauté nationale. En effet, comme disait De Gaulle, « on peut intégrer des groupes mais non des masses » et les espoirs émouvants d'un François-Xavier Bellamy, auteur du très bel essai *Les Dëshérités*, ou d'une Marie-Madeleine de Jessey, porte-parole de Sens Commun souhaitant reconquérir les zones perdues de la République en apprenant à ses jeunes l'amour de notre pays, me paraissent illusoire. Jamais, dans l'Histoire, une communauté politique devenant minoritaire, doutant de son destin de surcroît, n'a pu assimiler des minorités sûres d'elles-mêmes, en passe de la dominer par le nombre.

Dans les années 30, il était possible d'assimiler des Italiens, Tchèques ou Polonais qui étaient de même essence ethnoculturelle que les Français. Entre un Africain et un Européen, les différences sont trop importantes et, selon notre ancien président François Mitterrand, la cohésion ne peut se faire que si la minorité exotique ne dépasse pas les 5% de la population autochtone.

C'est pour cette raison qu'il est nécessaire d'établir une politique de « Rémigration » d'une durée de 40 ans – évitant ainsi le chaos d'une précipitation – consistant à démanteler peu à peu les aides sociales, à lutter contre l'économie parallèle de la même manière que contre le terrorisme, et à réserver les emplois nationaux aux autochtones et immigrés intégrés afin d'asphyxier la corne d'abondance financière qui est la raison principale de l'implantation durable d'allochtones.

3) Faire imploser la démographie suicidaire de l'Afrique.

Il faut bien garder à l'esprit que les flux migratoires dans l'hémisphère nord trouvent leur source dans l'explosion suicidaire de la démographie de l'hémisphère sud, en particulier de l'Afrique qui fournit, comme le rappelle l'Agence Frontex, les ¾ des flux migratoires vers l'Europe, au détriment des flux sur-médiatisés provenant du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud.

Avant l'arrivée de la révolution médicale importée par le colon européen, la mortalité infantile africaine était très élevée, maintenant une pression démographique relativement basse (qui ne dépassait pas à l'aube du 20ème siècle les 100 millions d'âmes) sur un continent regorgeant de ressources alimentaires. Grâce aux progrès médicaux refoulant le choléra, la variole, la trypanosomiose, la fièvre typhoïde, la rougeole ou la lèpre, le taux de mort infantile chuta drastiquement. Selon le rapport de l'Unicef intitulé Afrique/Génération 2030 la population était passée à environ 275 millions dans les années 1950-1960, puis à 640 millions en 1990 et à un milliard en 2014. En 2050, les Africains seront probablement entre 2 et 3 milliards (dont 90% au sud du Sahara) et engendreront 40% des naissances mondiales, puis 4,2 milliards en 2100. Ils représenteront alors 1/3 de la population mondiale.

De plus, 65% des naissances africaines s'effectuent dans la sphère musulmane, prouvant ainsi que l'accroissement démographique est aussi politique, obéissant à l'injonction islamique « Marie-toi, car par toi je surpasserai les peuples. » (Verset du hadith, Ibn, 1 : 599). Ce prosélytisme démographique se vérifie dans tous les espaces musulmans du monde : le taux de fécondation des musulmanes étant de 5,5 pour 2,5 chez les Hindous en Inde ; 5,9 pour 2,9 chez les Israéliens ; de 7,2 au Yémen ; et en France : 4,07 enfants par femme africaine, 3,35 par femme turque et 3,29 par femme maghrébine pour 1,6 par femme d'ethnie européenne. En 2050, l'Islam sera la première démographie mondiale.

Pour en revenir au continent noir, l'accroissement démographique produit trois conséquences néfastes :

- a) La paupérisation : depuis les années 60, la croissance économique est de 5% mais n'a aucun effet bénéfique sur une population qui augmente 5 fois plus vite. Ainsi selon l'ONU, sur le milliard d'habitants de l'Afrique, 670 millions sont pauvres dont 200 millions en sous-nutrition
- b) La radicalisation musulmane : partout dans l'arc saharo-sahélien, l'islam radical venant du golf arabe s'étend chez les jeunes générations désœuvrées au détriment des islams africains traditionnels imprégnés d'animisme
- c) Les flux migratoires vers l'Europe qui ont explosé depuis la déflagration libyenne.

La France est le pays occidental qui détient le plus vaste réseau militaire et diplomatique sur le continent noir. C'est pour cette raison qu'il peut imposer aux régimes en place une politique de régulation des naissances à l'instar de celle qu'a menée la Chine pendant 30 ans.

Tant qu'une vraie lutte contre le terrorisme islamiste accouplée à une politique de reflux migratoire et d'implosion démographique ne sera pas activée, la situation continuera de se dégrader. Nonobstant, aucune personnalité politique se présentant à la présidentielle de 2017 ne propose de prescrire ces mesures vitales. Par conséquent, les attentats deviendront de plus en plus fréquents, déclenchant à terme une guerre civile. Paradoxalement, c'est dans ce chaos tragique que pourra se former discrètement une organisation militaro-administrative composée de cadres de l'armée, des services secrets et de la haute administration civile, qui, adossée à un porte-parole charismatique, invitera le pouvoir politique dépassé à lui laisser les commandes afin d'accomplir les réformes qui s'imposent... un peu comme en 1958.

Sources :

– Compte rendu du 10 mai 2016 de l'audition de monsieur Patrick Calvar, directeur de la DGSI, devant la

Commission de la défense nationale et des forces armées.

- Compte rendu du 20 février 2013 de l’audition du préfet Érarb Corbin de Mangoux, directeur de la DGSE devant Commission de la défense nationale et des forces armées
- Gérard Pince Les Français ruinés par l’immigration
- Bernard Lugan Afrique, la guerre en cartes (Atlas)
- Bernard Lugan Osons dire la vérité à l’Afrique
- Chérif Amir Histoire secrète des Frères Musulmans
- Alain Chouet Au coeur des services spéciaux
- Vincent Nouzille Les tueurs de la République
- Eric Denécé et David Elkaïm Les services secrets israéliens : Aman, Mossad et Shin Beth

Jean Dutruetil